



FSU Puy de Dôme

DÉCLARATION de la FSU au CTPD du 30 janvier 2008

L'ensemble des personnels de l'Éducation et des fonctionnaires était massivement en grève le jeudi 24 janvier pour la revalorisation du pouvoir d'achat par l'augmentation du point d'indice, la défense des missions de service public, de l'emploi public, et l'exigence d'une école au service de la réussite de tous les élèves. Or les mesures que vous nous présentez aujourd'hui sont très loin de nos attentes.

En préalable, le report des mesures de carte scolaire dans le premier degré après les élections municipales est un calcul politicien que la FSU condamne. Le Ministre veut instaurer un service minimum dans les écoles, organisé par les municipalités et financé par les retenues sur salaire des grévistes - on frôle le détournement d'argent public ! - Aggravé par son annonce de recourir à la loi pour imposer aux personnels de se déclarer grévistes au moins 48 heures à l'avance, le Ministre de l'Éducation Nationale confirme toutes les craintes que nous avons exprimées. Il s'agit bien d'une volonté d'entraver l'exercice du droit de grève. C'est inacceptable. L'affichage d'une proposition de négociation là dessus n'est qu'un paravent pour masquer la brutalité d'une décision qui met chacun devant le fait accompli.

Dans les collèges du Puy de Dôme, les chiffres parlent d'eux-mêmes. La suppression de 229,5 heures dont 60 heures stagiaires et l'augmentation du nombre d'heures sup de 288,5 heures va faire porter aux personnels le poids d'une charge de travail accrue au détriment des élèves et des personnels. La FSU ne peut que condamner cette logique purement gestionnaire qui ne sera pas tenable techniquement et pratiquement dans les établissements... et le Ministre veut que les personnels prennent en charge en plus l'accompagnement éducatif ?

Des suppressions de personnels administratifs, vont toucher les services de l'Inspection d'Académie et des établissements. Pour la FSU, ces suppressions marquent un renoncement à certaines missions dans les services et l'abandon de certains services aux élèves dans les établissements.

Pour la FSU, une autre orientation pour l'école publique est nécessaire. Elle se fonde sur le recrutement massif et la formation de personnels d'enseignement, d'éducation, d'orientation, de santé, d'administratifs, de TOS correctement rémunérés, respectés et qui sont tous indispensables pour assurer la réussite éducative. L'école, c'est l'affaire de tous !

Pour la FSU, il s'agit bien d'obtenir les moyens d'un service public d'éducation qui assure la réussite de tous. Et il s'agit en même temps de porter dans le débat public nos propositions d'amélioration du système éducatif.

Parce que la FSU ne se résigne pas à subir plus longtemps des attaques destructrices pour le service public d'éducation et les conditions de travail, d'emploi et de salaire des personnels,
Parce que la FSU ne veut pas d'un avenir pour les jeunes compromis par les formations au rabais d'une école libérale inégalitaire, sans moyens et sans ambition pour tous.

La FSU était dans la rue le 24 janvier, pour dire son refus de la politique éducative et budgétaire du gouvernement et sa volonté de promouvoir une école de qualité pour tous.

Soyez assuré, Monsieur l'Inspecteur d'Académie qu'elle ne laissera pas détruire le service public d'éducation sans combattre.